



Les collectivités des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent dépenseront près de 2 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années pour lutter contre les dommages côtiers causés par les changements climatiques

- *Les répondants au sondage ont déclaré avoir dépensé 878 millions de dollars américains au cours des deux dernières années pour relever les défis côtiers.*
- *Les maires prient instamment le Congrès d'inclure les fonds nécessaires dans le prochain programme d'infrastructure.*

CHICAGO, le 8 juillet 2021 – Un sondage mené auprès de 241 villes et villages et d'autres administrations locales le long des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent révèle que les dommages côtiers causés par les changements climatiques coûteront au moins 1,94 milliard de dollars au cours des cinq prochaines années, les collectivités riveraines ayant déjà dépensé 878 millions de dollars au cours des deux dernières années. Ces chiffres ne représentent qu'une fraction du besoin réel, car ils n'incluent pas toutes les administrations riveraines.

« Bien que les niveaux d'eau du bassin des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent soient naturellement variables et présentent des hauts et des bas cycliques, les changements climatiques exacerbent ces fluctuations, les niveaux d'eau ayant atteint des sommets records au cours des dernières années, a déclaré le maire Walter Sendzik, président de l'Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent. Les niveaux d'eau élevés, de pair avec des tempêtes violentes et l'action des vagues, entraînent une érosion et des inondations accrues qui menacent les propriétés publiques et privées, les infrastructures essentielles et les commodités récréatives et touristiques dans les collectivités riveraines. »

Cette nouvelle information illustre la portée et l'importance des répercussions climatiques sur les Grands Lacs et le fleuve Saint-Laurent, de même que la nécessité d'offrir une aide fédérale accrue aux collectivités côtières qui peinent à faire face aux menaces qui pèsent sur les infrastructures et les biens essentiels situés sur leurs rives. L'Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent, ainsi que d'autres organismes régionaux, réclament des fonds dans un programme d'infrastructure à venir pour permettre aux États et aux administrations locales se trouvant autour des Grands Lacs de se préparer, de réagir et de renforcer leur résilience en ce qui a trait aux répercussions actuelles et futures des niveaux élevés des lacs et des phénomènes météorologiques violents.

« Les collectivités situées autour des Grands Lacs sont confrontées à une crise de plus en plus grave, et nous avons besoin que le gouvernement fédéral des États-Unis et du Canada nous aide à réaliser les investissements nécessaires, a déclaré Tom Barrett, le maire de Milwaukee, au Wisconsin. Nos infrastructures côtières sont essentielles à la santé économique et récréative de nos collectivités, et des mesures coordonnées doivent être prises. »

Les huit États des Grands Lacs comptent plus de 4 500 milles de rivages, soit presque autant que *tous* les États bordant l'Atlantique, le golfe du Mexique et la côte ouest *combinés*. Un investissement important et ciblé visant à assurer la résilience côtière des Grands Lacs est justifié et générera des avantages considérables pour la santé environnementale et économique des collectivités riveraines de la région.

Résultats du sondage :

Principales préoccupations et priorités

- Plus de 95 % des répondants étaient très ou modérément préoccupés par les problèmes côtiers auxquels leur collectivité fait face.
- Plus de 80 % des répondants ont indiqué que les prévisions relatives aux niveaux d'eau et aux inondations étaient très importantes dans le cadre des travaux de planification côtière de leur administration locale.

Communication et mobilisation

- Près de 99 % des répondants ont indiqué un intérêt constant ou croissant du public à l'égard des enjeux côtiers.
- Plus de 90 % des répondants ont indiqué qu'ils souhaitaient participer à de futures occasions de formation, de renforcement des capacités ou de développement de partenariats liés à la gestion côtière.

Ressources et soutien

- Les répondants américains et canadiens ont indiqué un besoin financier combiné de 1,94 milliard de dollars américains au cours des cinq prochaines années pour relever les défis côtiers.
- Au cours des deux dernières années, les répondants ont indiqué avoir dépensé 878 millions de dollars américains pour faire face aux défis côtiers.
- Seulement 27 % des administrations locales ont indiqué que leur personnel était très bien informé en ce qui a trait aux enjeux côtiers, et seulement 11 % ont déclaré avoir une grande capacité de réponse à ces enjeux.
- Le financement des projets d'atténuation et de planification est une priorité élevée pour les collectivités, toutefois, les possibilités de financement existantes ne permettent pas à la plupart des collectivités de faire face aux enjeux côtiers.
- Les collectivités côtières ont indiqué que le soutien des organismes étatiques et fédéraux était très important dans le cadre de leurs efforts pour relever les enjeux côtiers, mais le soutien qu'elles reçoivent actuellement ne couvre pas leurs besoins.

Planification et intervention

- La plupart des collectivités prennent déjà des mesures pour effectuer des mises à jour exhaustives de la planification, recueillir des données pour éclairer leur prise de décisions, mettre à jour les codes et les ordonnances de zonage et mettre en œuvre des projets et des pratiques de résilience côtière.

- À l'heure actuelle, seulement la moitié des répondants intègrent à leurs efforts de planification des stratégies pour anticiper l'évolution des conditions côtières, y répondre et s'y adapter, et les répondants ont souligné un manque d'expertise technique, une faible capacité en matière de personnel et le manque de financement comme principaux obstacles à la prise en considération de ces enjeux.
- En ce qui a trait à toute la gamme d'activités de planification de la résilience côtière, les collectivités accusaient un retard considérable dans leurs efforts d'élaboration de plans d'action pour le climat, seulement 30 % des répondants ayant commencé ou achevé de telles mesures. Parmi les collectivités qui n'avaient pas pris de mesures, 25 % ont indiqué que l'élaboration d'un plan d'action pour le climat n'était pas une priorité pour leur collectivité.
- Concernant les activités qui n'étaient pas déjà en cours, les collectivités ont jugé qu'il fallait travailler en priorité sur les évaluations de la vulnérabilité et les projets de résilience côtière.

Le Sondage d'évaluation des besoins en résilience côtière a été réalisé en partenariat avec l'Illinois Applied Research Institute à l'Université de l'Illinois, et des renseignements ont été recueillis de mars à mai 2021 dans le cadre de ce sondage. Le sondage a reçu près de 300 réponses de 241 administrations locales des huit États américains et des deux provinces canadiennes qui bordent les Grands Lacs et le fleuve Saint-Laurent.

À propos de l'Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent

L'Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent est une coalition binationale de plus de 120 maires et représentants locaux du Canada et des États-Unis qui travaillent en vue de favoriser la protection et la restauration des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent. En intégrant leurs programmes environnementaux, économiques et sociaux, l'Alliance et les représentants locaux aident à protéger une ressource qui représente environ 80 % de l'approvisionnement en eau douce de surface en Amérique du Nord, fournit de l'eau potable à 40 millions de personnes, et forme la pierre d'assise sur laquelle repose l'économie de la région.

Pour obtenir de plus amples renseignements, communiquez avec :

Jonathan Altenberg
Directeur général
Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent
Cellulaire : 847 347-6947